

3° réglage du ventilateur dans le heater : lorsqu'il n'y a pas besoin de chaleur supplémentaire et que, par conséquent, il ne faut pas chauffer, le ventilateur du heater est éteint;

4° réglage des ventilateurs de circulation :

a) lors de l'installation des animaux, les ventilateurs de circulation tournent au minimum à 20 % de la capacité. Cette capacité est augmentée à une capacité de minimum 30 % dès que la capacité maximale des heaters de chaleur est atteinte;

b) la capacité peut être réglée sur la base de la capacité des ventilateurs pour l'aération totale;

c) lorsque l'on ne chauffe plus, les ventilateurs de circulation tournent à minimum 30 % de la capacité;

d) en cas de besoin de ventilation maximum, la capacité des ventilateurs de circulation est également de 100 %;

e) le ventilateur de circulation qui se trouve dans un rayon de quelques mètres de l'éjection du heater de chaleur peut être éteint durant l'échauffement étant donné que le fonctionnement du ventilateur de circulation est, durant l'échauffement, repris par le ventilateur du heater;

5° dans le but d'un contrôle du fonctionnement du système, les données suivantes sont enregistrées automatiquement :

a) le branchement du heater;

b) le branchement des ventilateurs de circulation et le déroulement de la capacité sur une ronde afin d'établir qu'une quantité suffisante d'air sec est soufflée continuellement sur la litière;

c) la courbe de température.

4.6.8.4 Le facteur d'émissions ammoniacales s'élève à 0,155 kg NH₃ .par étable par an. ».

Bruxelles, le 19 juillet 2013.

La ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29473]

17 JUILLET 2013. — Décret portant diverses modifications en matière de formation des personnels de la santé

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - Orientation santé mentale et psychiatrie*

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 4^e tiret, dernier alinéa, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) - Orientation santé mentale et psychiatrie, est remplacé par :

« L'élève perd sa qualité d'élève régulier dans les conditions prévues aux articles 84 et suivants du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; ».

Art. 2. L'article 1^{er}, 6^e tiret, dernier alinéa, du même arrêté, est remplacé par :

« Le conseil de classe se réunit conformément aux articles 95 et 96 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; ».

Art. 3. A l'article 1^{er}, du même arrêté, la définition des « stages » est remplacée comme suit :

« - stages, également appelé « enseignement clinique » dans la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles : le volet de la formation par lequel l'élève apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'élève apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité. ».

Art. 4. Dans le même article, il est ajouté entre les 9^e et 10^e tirets du même arrêté :

« - enseignement théorique et pratique : périodes de formation suivies par l'étudiant au sein de l'établissement scolaire pour acquérir les connaissances, la compréhension et les compétences nécessaires pour organiser, dispenser et évaluer les soins globaux de santé comme stipulé dans l'article 31, 4 de la Directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005; ».

Art. 5. A l'article 2, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995, les termes « trente-six périodes » sont remplacés par les termes « trente-huit périodes et demie ».

Art. 6. A l'article 2, § 3, du même arrêté, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 7. A l'article 2 du même arrêté, il est ajouté un § 3bis, rédigé comme suit :

« La réalisation encadrée des rapports de stages telle que prévue à l'article 10 du présent arrêté constitue un volume de prestations équivalent à une période et demie par semaine. L'enseignement clinique représente donc 2 420 périodes d'enseignement. ».

Art. 8. Le § 4 de l'article 2 du même arrêté est supprimé et remplacé par :

« Dans les écoles, la formation comporte 2 080 périodes d'enseignement théorique et pratique. La réalisation encadrée d'un travail de synthèse tel que prévu à l'article 11, § 2 du présent arrêté constitue un volume de prestations évalué à une période par semaine. L'enseignement théorique et pratique au sein de l'école représente donc 2200 périodes d'enseignement, réparties comme suit :

	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e
Sciences infirmières	480	360	320
Sciences fondamentales	160	200	120
Sciences sociales	40	40	40
Au choix de l'établissement	120	80	120
Méthodologie, travaux personnels et recherche	40	40	40
TOTAL	840	720	640

Art. 9. A l'article 3, § 2, du même arrêté, les mots « par les délégués des ministres ayant l'enseignement secondaire et la santé dans leur attributions » sont remplacés par les mots « par le délégué du ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions ».

Art. 10. L'article 4, § 1^{er}, 1^o, du même arrêté, le 1^o est remplacé par :

« un certificat d'aptitude physique délivré soit par le médecin du service auquel est affilié l'établissement fréquenté, soit par un médecin du service de santé administratif; ».

Art. 11. Dans l'article 4, § 1^{er}, 2^o, du même arrêté, les mots « un certificat de bonne vie et mœurs » sont remplacés par :

« un extrait de casier judiciaire modèle 2, ou un document équivalent émanant d'une autorité étrangère; ».

Art. 12. Dans l'article 4, § 1^{er}, 3^o, du même arrêté, au point a), les mots « ou en alternance » sont ajoutés après le mot « supérieur ».

Art. 13. Dans l'article 4, § 1^{er}, 3^o, du même arrêté, au point b), les mots « ou en alternance » sont ajoutés après le mot « exercice ».

Art. 14. Dans l'article 4, § 1^{er}, 3^o, du même arrêté, le point c) est remplacé par les mots suivants : « certificat attestant la réussite de l'examen d'admission présenté devant un jury tel que décrit au chapitre IV, section 1^{re}, du présent arrêté; ».

Art. 15. L'article 4, § 1^{er}, 3^o, du même arrêté, est complété par les points h) et i) rédigés comme suit :

« h) Certificat de qualification d'aide soignant de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification « aide-soignant » délivré à l'issue d'une 7^e professionnelle « aide-soignant » subdivision services aux personnes par l'enseignement secondaire supérieur de plein exercice et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes;

i) Certificat de qualification d'aide familial de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale correspondant au certificat de qualification « aide familial » délivré à l'issue d'une 6^{ème} professionnelle « aide familial » subdivision services aux personnes par l'enseignement secondaire supérieur et certificat de formation générale complémentaire à un certificat de qualification du secteur du service aux personnes. ».

Art. 16. § 1^{er}. L'article 5, § 1^{er}, 1^o, du même arrêté, est remplacé par les termes :

« 1^o soit l'attestation de réussite de la 1^{re} année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e),

soit l'attestation de réussite de la 1^{re} année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) orientation santé mentale et psychiatrie,

soit l'attestation de réussite de la 1^{re} année des études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) ou du Bachelier en Soins Infirmiers ou du Bachelier sages-femmes,

soit le certificat d'admission à la 2^e année d'études de Bachelier en Soins Infirmiers sans crédit résiduel dans les cours de 1^{ère} année du Brevet tels que repris en Annexe II du présent arrêté,

soit le certificat d'admission à la 2^e année d'études de Bachelier en Sages femmes sans crédit résiduel dans les cours de 1^{re} année du Brevet tels que repris en Annexe II du présent arrêté,

soit l'attestation de réussite de la première année d'études menant à l'obtention du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou du brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers spécialité psychiatrique,

ou soit la décision d'équivalence à l'un de ces titres; ».

§ 2. Au même article, un 3^o est ajouté, rédigé comme suit :

« 3^o soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation : "Bachelier en soins infirmiers : Sciences infirmières – Principes et exercices didactiques I et II", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences biomédicales I^o et II^o", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences humaines et sociales I^o et II^o" et "Bachelier en soins infirmiers : Stage d'observation et d'initiation". ».

Art. 17. § 1^{er}. L'article 6, § 1^{er}, 1^o, du même arrêté, est remplacé par les termes :

« 1^o soit l'attestation de réussite de la 2^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e),

soit l'attestation de réussite de la 2^e année des études menant à l'obtention du brevet d'infirmier(e) hospitalier(e) orientation santé mentale et psychiatrie,

soit l'attestation de réussite de la 2^e année des études menant à l'obtention du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) ou du Bachelier en Soins Infirmiers ou du Bachelier sages-femmes,

soit le certificat d'admission à la 3^e année d'études de Bachelier en Soins Infirmiers sans crédit résiduel dans les cours de 1^{re} et de 2^e années du Brevet tels que repris en Annexe II du présent arrêté,

soit le certificat d'admission à la 3^e années d'études de Bachelier en Sages femmes sans crédit résiduel dans les cours de 1^{re} et de 2^e années du Brevet tels que repris en Annexe II du présent arrêté,

soit l'attestation de réussite de la première année d'études menant à l'obtention d'un brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers ou le brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers spécialité psychiatrique,

ou soit la décision d'équivalence à l'un de ces titres; ».

§ 2. Au même article, un 3^o est ajouté, rédigé comme suit :

« 3^o soit une attestation de réussite, dans un établissement d'enseignement de promotion sociale, des unités de formation : "Bachelier en soins infirmiers : Sciences infirmières – Principes et exercices didactiques III et IV", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences biomédicales III et IV", "Bachelier en soins infirmiers : Sciences humaines et sociales III et IV" et "Bachelier en soins infirmiers : Stages d'acquisition I^{re} et II^{re}". ».

Art. 18. L'article 10 du même arrêté, est supprimé.

Art. 19. A l'article 11, § 1^{er}, du même arrêté, un point a') est ajouté, libellé comme suit : « a') 60 % des points attribués à l'évaluation continue de l'enseignement clinique. Cette évaluation doit se baser au minimum sur les rapports de soins que sont amenés à rédiger les élèves à raison en moyenne d'un rapport par cent périodes de stages ».

Art. 20. A l'article 11, § 1^{er}, du même arrêté, dans le point b), les mots « visée à l'article 10 » sont remplacés par les mots « comme définie au point a') ».

Art. 21. A l'article 11, § 2, du même arrêté, un point a') est ajouté, libellé comme suit : « a') 60 % des points attribués à l'évaluation continue de l'enseignement clinique. Cette évaluation doit se baser au minimum sur les rapports de soins que sont amenés à rédiger les élèves à raison en moyenne d'un rapport par cent périodes de stages ».

Art. 22. A l'article 11, § 2, du même arrêté, dans le point b), les mots « visée à l'article 10 » sont remplacés par les mots « comme définie au point a') ».

Art. 23. L'article 11, § 3, du même arrêté, est remplacé par les mots suivant : « Le Conseil de classe détermine souverainement la liste des épreuves de deuxième session. ».

Art. 24. A l'article 12, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « la santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement secondaire ».

Art. 25. A l'article 13, du même arrêté, les mots « Les Ministres ayant la santé et l'enseignement secondaire dans leurs attributions sont chargés » sont remplacés par les mots « Le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions est chargé ».

Art. 26. Dans le Chapitre IV, Section 1^{re}, du même arrêté, les termes « épreuve préparatoire » sont chaque fois remplacés par « examen d'admission ».

Art. 27. A l'article 22, du même arrêté, les mots « des Ministres ayant l'Enseignement secondaire et la Santé dans leurs attributions, chacun pour ce qui le concerne » sont remplacés par « du Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mars 1995 fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – Orientation santé mentale et psychiatrie.*

Art. 28. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 mars 1995 fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – orientation santé mentale et psychiatrie est remplacé comme suit :

« Conformément à la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, on entend par enseignement clinique : le volet de la formation par lequel l'élève apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers-obstétricaux globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'élève apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité. ».

Art. 29. A l'article 2, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est remplacé comme suit :

« L'enseignement clinique est dispensé dans des services tant hospitaliers qu'extrahospitaliers situés en Belgique ou dans un pays autre que la Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des élèves sous la direction d'enseignants infirmiers/sages-femmes et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement. »;

2^o le § 3 est supprimé.

Art. 30. A l'article 4, § 3, du même arrêté, les mots « la Santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement secondaire ».

Art. 31. A l'article 7, du même arrêté, les mots « qui est à soumettre au visa de l'Inspection de la Direction générale de la Santé à l'issue de l'année scolaire conduisant à l'obtention d'un des brevets visés au présent arrêté » sont supprimés.

Art. 32. A l'article 8, 4°, du même arrêté, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 33. A l'article 9, 6°, du même arrêté, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 34. A l'article 10, 6°, du même arrêté, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 35. A l'article 15, du même arrêté, les mots « la Santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement secondaire ».

CHAPITRE III. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante en nursing » du 3^e degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^e année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de « puériculteur/puéricultrice »

Art. 36. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 fixant les conditions de validité et la répartition des stages pour les options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante en nursing » du 3^e degré de qualification de l'enseignement secondaire et pour la 7^e année conduisant à l'obtention du certificat de qualification de « puériculteur/puéricultrice », sont apportées les modifications suivantes :

1° sous le point 2°, les mots « la Santé », sont remplacés par les mots « l'Enseignement secondaire »;

2° le point 3° est supprimé.

Art. 37. A l'article 2, alinéa 2, du même arrêté, les mots « , après obtention de l'accord de la Direction générale de la Santé » sont supprimés.

Art. 38. A l'article 9, du même arrêté, les mots « et transmis pour visa à la Direction générale de la Santé en même temps que les procès verbaux de délibérations de la dernière année d'études » sont supprimés.

CHAPITRE IV. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante en nursing » du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^e année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice.

Art. 39. A l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 septembre 2001 portant réglementation spéciale relative aux options de base groupées « puériculture » et « aspirant/aspirante en nursing » du troisième degré de qualification de l'enseignement secondaire ainsi qu'à la 7^e année d'enseignement secondaire professionnel conduisant à l'obtention du certificat de qualification de puériculteur/puéricultrice, les mots « la Santé », sont remplacés par les mots « l'Enseignement secondaire ».

Art. 40. A l'article 6, du même arrêté, les mots « Les Ministres qui ont l'Enseignement secondaire et la Santé dans leurs attributions, ou leurs délégués, visent » sont remplacés par les mots « Le Ministre qui a l'Enseignement secondaire dans ses attributions, ou ses délégués, vise ».

Art. 41. L'article 8, du même arrêté, est abrogé.

Art. 42. A l'article 14, du même arrêté, les mots « Les Ministres qui ont la Santé et l'Enseignement secondaire dans leurs attributions sont chargés » sont remplacés par les mots « Le Ministre qui a l'Enseignement secondaire dans ses attributions est chargé ».

TITRE II. — Dispositions relatives à l'enseignement de promotion sociale

CHAPITRE I^{er}. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale

Art. 43. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale, le point 5° est remplacé comme suit :

« 5° Enseignement clinique : le volet de la formation où, conformément à la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, l'étudiant apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers-obstétricaux globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'étudiant apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité. Tout au long de cet arrêté, « enseignement clinique » et « stages » sont synonymes; ».

Art. 44. A l'article 2 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 13 juin 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« L'enseignement clinique est dispensé dans des services tant hospitaliers qu'extrahospitaliers situés en Belgique ou dans un pays autre que la Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des étudiants sous la direction d'enseignants infirmiers/sagefemmes et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement de promotion sociale. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement. »;

2° l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 45. A l'article 4, § 3, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 13 juin 2008, les mots « la Santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement de promotion sociale ».

Art. 46. A l'article 7, du même arrêté, les mots « qui est à soumettre au visa de l'Inspection de la Direction générale de la Santé à l'issue de l'épreuve intégrée de la section conduisant à l'obtention d'un diplôme visé au présent arrêté » sont supprimés.

Art. 47. A l'article 12, du même arrêté, les mots « la Santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement de promotion sociale ».

CHAPITRE II. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale

Art. 48. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 portant fixation des conditions de collation du diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) dans l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié par l'arrêté du 13 juin 2008, le point 5° est remplacé comme suit :

« 5° stage également appelé « enseignement clinique » dans la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles : le volet de la formation par lequel l'étudiant apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers obstétricaux globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'étudiant apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité; ».

Art. 49. A l'article 4 du même arrêté, les mots « les Ministres qui ont l'enseignement de promotion sociale et la santé dans leurs attributions, ou par leurs délégués, » sont remplacés par les mots « Le Ministre qui a l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions, ou par ses délégués, ».

Art. 50. L'alinéa 3 de l'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 51. L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Art. 52. A l'article 11 du même arrêté, les mots « et le Ministre ayant la Santé dans ses attributions sont chargés » sont remplacés par les mots « est chargé ».

Art. 53. A l'article 13 du même arrêté, les mots « la Santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement de promotion sociale ».

Art. 54. A l'article 15 du même arrêté, les mots « Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions et la Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, » sont remplacés par les mots « Le Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé; ».

CHAPITRE III. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) dans l'enseignement de promotion sociale

Art. 55. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997 fixant le programme de l'enseignement clinique pour l'obtention du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) dans l'enseignement de promotion sociale, le point 5° est remplacé comme suit :

« 5° Enseignement clinique : le volet de la formation où, conformément à la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, l'étudiant apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers obstétricaux globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'étudiant apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité. Tout au long de cet arrêté, « enseignement clinique » et « stages » sont synonymes ».

Art. 56. A l'article 2 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 13 juin 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« L'enseignement clinique est dispensé dans des services tant hospitaliers qu'extrahospitaliers situés en Belgique ou dans un pays autre que la Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des étudiants sous la direction d'enseignants infirmiers/sages-femmes et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement de promotion sociale. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement. »;

2° l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 57. A l'article 4, § 3, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 13 juin 2008, les mots « la Santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement de promotion sociale ».

Art. 58. A l'article 7 du même arrêté, les mots « qui est à soumettre au visa de l'Inspection de la Direction générale de la Santé à l'issue de l'épreuve intégrée de la section conduisant à l'obtention du brevet visé au présent arrêté » sont supprimés.

Art. 59. A l'article 8, 4°, du même arrêté, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 60. A l'article 9, 6°, du même arrêté, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 61. A l'article 10, 6°, du même arrêté, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 62. A l'article 12 du même arrêté, les mots « la Santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement de promotion sociale ».

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du grade académique de bachelier en soins infirmiers dans l'enseignement de promotion sociale pour les étudiants de la section « bachelier en soins infirmiers pour les titulaires du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) »*

Art. 63. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 fixant le programme et les conditions de validité de l'enseignement clinique pour l'obtention du grade académique de bachelier en soins infirmiers dans l'enseignement de promotion sociale pour les étudiants de la section « bachelier en soins infirmiers pour les titulaires du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) » le point 5° est remplacé comme suit :

« 5° Enseignement clinique : le volet de la formation où, conformément à la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, l'étudiant apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers-obstétricaux globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'étudiant apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité. Tout au long de cet arrêté, « enseignement clinique » et « stages » sont synonymes; ».

Art. 64. A l'article 2 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 13 juin 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit : « L'enseignement clinique est dispensé dans des services tant hospitaliers qu'extrahospitaliers situés en Belgique ou dans un pays autre que la Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des étudiants sous la direction d'enseignants infirmiers/sages-femmes et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement de promotion sociale. D'autres personnels qualifiés peuvent être intégrés dans le processus d'enseignement. »;

2° l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 65. A l'article 4, § 3, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 13 juin 2008, les mots « la Santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement de promotion sociale ».

Art. 66. A l'article 6 du même arrêté, les mots « qui est à soumettre au visa de l'Inspection de la Direction générale de la Santé à l'issue de l'épreuve intégrée de la section conduisant à l'obtention du grade visé au présent arrêté » sont supprimés.

Art. 67. A l'article 9 du même arrêté, les mots « La Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions et la Ministre ayant la Santé dans ses attributions sont chargées » sont remplacés par les mots « Le Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé ».

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 fixant les conditions de collation du grade académique de bachelier en soins infirmiers dans l'enseignement de promotion sociale pour les étudiants de la section « bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) »*

Art. 68. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 2005 fixant les conditions de collation du grade académique de bachelier en soins infirmiers dans l'enseignement de promotion sociale pour les étudiants de la section « bachelier en soins infirmiers pour les titulaires d'un brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) » le point 5° est remplacé comme suit :

« 5° stage également appelé « enseignement clinique » dans la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles : le volet de la formation par lequel l'étudiant apprend, au sein d'une équipe, en contact direct avec un individu sain ou malade et/ou une collectivité, à organiser, dispenser et évaluer les soins infirmiers-obstétricaux globaux requis à partir des connaissances et des compétences acquises. L'étudiant apprend non seulement à travailler en équipe, mais encore à diriger une équipe et à organiser les soins infirmiers globaux, y compris l'éducation de la santé pour des individus et des petits groupes au sein de l'institution de santé ou dans la collectivité; ».

Art. 69. A l'article 4 du même arrêté, les mots « et le Ministre ayant la Santé dans leurs attributions ou par leurs délégués, » sont remplacés par les mots « dans ses attributions ou par ses délégués ».

Art. 70. L'alinéa 3 de l'article 5 du même arrêté, est abrogé.

Art. 71. L'article 6 du même arrêté, est abrogé.

Art. 72. A l'article 10 du même arrêté, les mots « et le Ministre ayant la Santé dans ses attributions sont chargés » sont remplacés par les mots « est chargé ».

Art. 73. A l'article 12 du même arrêté, les mots « la Santé » sont remplacés par les mots « l'Enseignement de Promotion sociale ».

Art. 74. A l'article 14 du même arrêté, les mots « La Ministre-présidente en charge de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale et la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé sont chargées » sont remplacés par les mots « Le Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé ».

TITRE III. — Dispositions relatives aux équivalences

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers*

Art. 75. L'alinéa 2 de l'article 4 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, est supprimé.

TITRE IV. — Abrogation et entrée en vigueur

Art. 76. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 mars 1995 fixant les conditions de collation du brevet d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) Orientation santé mentale et psychiatrie est abrogé.

Art. 77. Hormis l'article 15 qui produit ses effets à la date du 1^{er} septembre 2010, les articles 4, 5, 7 et 8 qui produisent leurs effets à la date du 1^{er} septembre 2011, et l'article 75 dont l'entrée en vigueur sera fixée par le Gouvernement, le présent décret produit ses effets le 1^{er} septembre 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

Session 2012-2013

Documents du Parlement. —Projet de décret, n° 520-1. — Rapport, n° 520-2

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 2013.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2013/29473]

17 JULI 2013. — Decreet houdende diverse wijzigingen betreffende de opleiding van het gezondheidspersoneel

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend

Artikel 1. Artikel 1, vierde streepje, laatste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, zoals gewijzigd, wordt vervangen als volgt : « De leerling verliest zijn hoedanigheid van regelmatig ingeschreven leerling in de voorwaarden bedoeld in de artikelen 84 en volgende van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren; ».

Art. 2. Artikel 1, zesde streepje, laatste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « De klassenraad komt bijeen overeenkomstig de artikelen 95 en 96 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren; ».

Art. 3. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt de definitie van « stages » vervangen als volgt :

« - stages, ook « klinisch onderwijs » genoemd in de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties : het luik van de opleiding waar de leerling-verpleger in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis en bekwaamheid de vereiste algemene verpleegkundige verzorging leert plannen, verstrekken en beoordelen. De leerling-verpleger leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie van de algemene verpleegkundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen de instelling voor gezondheidszorg of in de gemeenschap. ».

Art. 4. In hetzelfde artikel wordt tussen het negende streepje en het tiende streepje van hetzelfde besluit het volgende toegevoegd : « - theoretisch en praktisch onderwijs : opleidingslestijden gevolgd door de leerling-verpleger binnen de schoolrichting waar de leerling-verpleger de kennis, het inzicht en de bekwaamheid verwerft die nodig zijn om de algemene verpleegkundige verzorging te plannen, te verstrekken en te beoordelen, zoals bedoeld in artikel 31, 4, van de Richtlijn 2005/36/EG van 7 september 2005; ».

Art. 5. In artikel 2, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995, worden de woorden « zesendertig lestijden » vervangen door de woorden « achtendertig en een halve lestijd ».

Art. 6. In artikel 2, § 3, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid afgeschaft.

Art. 7. In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een § 3bis toegevoegd, luidend als volgt :

« De begeleide realisatie van de stageverslagen zoals bepaald in artikel 10 van dit besluit vormt een prestatievolume dat overeenstemt met anderhalve lestijd per week. Het klinisch onderwijs vertegenwoordigt dus 2 420 onderwijslestijden. ».

Art. 8. § 4 van artikel 2 van hetzelfde besluit wordt afgeschaft en vervangen als volgt :

« In de scholen omvat de opleiding 2 080 lestijden met theoretisch en praktijkonderwijs. De begeleide realisatie van een synthesewerk zoals bedoeld in artikel 11, § 2, van dit besluit, vormt een prestatievolume dat geëvalueerd wordt op een lestijd per week. Het theoretische en praktische onderwijs binnen de school vertegenwoordigt dus 2200 onderwijslestijden, verdeeld als volgt :

	1e	2e	3e
Verpleegkunde	480	360	320
Fundamentele wetenschappen	160	200	120
Sociale wetenschappen	40	40	40
Naar keuze van de inrichting	120	80	120
Methodologie, persoonlijke werken en onderzoek	40	40	40
TOTAAL	840	720	640

Art. 9. In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « door de afgevaardigden van de Ministers tot wier bevoegdheid het secundair onderwijs en de gezondheid behoren » vervangen door de woorden « door de afgevaardigde van de Minister belast met het secundair onderwijs ».

Art. 10. In artikel 4, § 1, 1°, van hetzelfde besluit wordt 1° vervangen als volgt : « een attest van lichamelijke geschiktheid afgegeven hetzij door de arts van de dienst waarbij de inrichting aangesloten is, hetzij door een arts van de Administratieve Gezondheidsdienst; ».

Art. 11. In artikel 4, § 1, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden « een getuigschrift van goed zedelijk gedrag » vervangen door « een uittreksel uit het strafregister -model 2 of een gelijkaardig document van een buitenlandse overheid; ».

Art. 12. In artikel 4, § 1, 3°, van hetzelfde besluit, onder punt a), worden de woorden « of alternerend » toegevoegd na het woord « hoger ».

Art. 13. In artikel 4, § 1, 3°, van hetzelfde besluit, onder punt b) worden de woorden « of alternerend » toegevoegd na het woord « leerplan ».

Art. 14. In artikel 4, § 1, 3°, van hetzelfde besluit wordt punt c) vervangen als volgt :

« getuigschrift waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het toelatingsexamen afgelegd voor de examencommissie, zoals beschreven in hoofdstuk IV, afdeling 1, van dit besluit; ».

Art. 15. Artikel 4, § 1, 3°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de punten h) en i), luidend als volgt :

« h) Kwalificatiegetuigschrift van zorgkundige van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift "zorgkundige" uitgereikt op het einde van een 7e beroepsjaar "zorgkundige" onderafdeling diensten aan personen door het hoger secundair onderwijs met volledig leerplan en getuigschrift van algemene opleiding ter aanvulling van een kwalificatiegetuigschrift van de sector van de dienst aan personen;

i) Kwalificatiegetuigschrift van gezinshelper van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie dat overeenstemt met het kwalificatiegetuigschrift "gezinshelper" uitgereikt op het einde van een 6e beroepsjaar "gezinshelper" onderafdeling diensten aan personen door het hoger secundair onderwijs en getuigschrift van algemene vorming ter aanvulling van een kwalificatiegetuigschrift van de sector van de dienst aan personen. ».

Art. 16. § 1. Artikel 5, § 1, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 1° hetzij het getuigschrift van het geslaagde 1ste studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster),

hetzij het getuigschrift van het geslaagde 1ste studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie,

hetzij het getuigschrift van het geslaagde 1ste studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het diploma van gegradueerd verpleger(verpleegster) of Bachelor in verpleegkunde of Bachelor vroedvrouwen,

hetzij het getuigschrift voor de toelating tot het 2^{de} studiejaar van Bachelor in verpleegkunde zonder residuele studiepunten in de lessen van het eerste jaar van het Brevet, zoals opgenomen in Bijlage II van dit besluit,

hetzij het getuigschrift voor de toelating tot het 2^{de} studiejaar Bachelor Voedvrouwen zonder residuele studiepunten in de lessen van het eerste jaar van het Brevet, zoals opgenomen in Bijlage II van dit besluit,

hetzij het getuigschrift van het geslaagde 1^{ste} studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet assistent(e) ziekenhuisverpleger(verpleegster) of van het brevet van assistent(e) ziekenhuisverpleger(verpleegster) – richting psychiatrie,

of hetzij de beslissing tot gelijkstelling met één van deze bekwaamheidsbewijzen; ».

§ 2. In hetzelfde artikel wordt een 3^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 3^o hetzij een slaagattest in een inrichting van onderwijs voor sociale promotie van de vormingseenheden : "Bachelor in de verpleegkunde : verpleegwetenschappen didactische principes en oefeningen I en II", Bachelor in de verpleegkunde : Biomedische wetenschappen I en II » « Bachelor in de verpleegkunde : Menselijke en sociale wetenschappen I en II en « Bachelor in de verpleegkunde : waarnemings- en initiatiestage ». ».

Art. 17. § 1. Artikel 6, § 1, 1^o, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« 1^o hetzij het getuigschrift van het geslaagde 2^{de} studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster),

hetzij het getuigschrift van het geslaagde 2^{de} studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie,

hetzij het getuigschrift van het geslaagde 2^{de} studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het diploma van gegradueerd verpleger(verpleegster) of Bachelor in verpleegkunde of Bachelor voedvrouwen,

hetzij het getuigschrift voor de toelating tot het 3^{de} studiejaar van Bachelor in verpleegkunde zonder residuele studiepunten in de lessen van het eerste en het tweede jaar van het Brevet, zoals opgenomen in Bijlage II van dit besluit,

hetzij het getuigschrift voor de toelating tot het 3^{de} studiejaar Bachelor Voedvrouwen zonder residuele studiepunten in de lessen van het eerste en het tweede jaar van het Brevet, zoals opgenomen in Bijlage II van dit besluit,

hetzij het getuigschrift van het geslaagde 1^{ste} studiejaar van de studies die leiden tot het behalen van het brevet assistent(e) ziekenhuisverpleger(verpleegster) of van het brevet van assistent(e) ziekenhuisverpleger(verpleegster) – richting psychiatrie,

of hetzij de beslissing tot gelijkstelling met één van deze bekwaamheidsbewijzen; ».

§ 2. In hetzelfde artikel wordt een 3^o toegevoegd, luidend als volgt :

« 3^o hetzij een slaagattest in een inrichting van onderwijs voor sociale promotie van de vormingseenheden : "Bachelor in de verpleegkunde : verpleegwetenschappen didactische principes en oefeningen III en IV", Bachelor in de verpleegkunde : Biomedische wetenschappen III en IV » « Bachelor in de verpleegkunde : Menselijke en sociale wetenschappen III en IV en « Bachelor in de verpleegkunde : verwervingstage I en II ». ».

Art. 18. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt afgeschaft.

Art. 19. In artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit wordt een punt a') toegevoegd, luidend als volgt : « a') 60 % van de punten van de voortgezette evaluatie in het klinisch onderwijs. Deze evaluatie moet ten minste zich baseren op zorgverslagen die de leerling-verplegers moeten opstellen naar rata van gemiddeld een verslag voor honderd stagelestijden ».

Art. 20. In artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit, onder punt b) worden de woorden « bedoeld in artikel 10 » vervangen door de woorden « zoals bepaald onder punt a') ».

Art. 21. In artikel 11, § 2, van hetzelfde besluit wordt een punt a') toegevoegd, luidend als volgt : « a') 60 % van de punten voor de voortgezette evaluatie in het klinisch onderwijs. Deze evaluatie moet ten minste zich baseren op zorgverslagen die de leerling-verplegers moeten opstellen naar rata van gemiddeld een verslag voor honderd stagelestijden ».

Art. 22. In artikel 11, § 2, van hetzelfde besluit, onder punt b) worden de woorden « bedoeld in artikel 10 » vervangen door de woorden « zoals bepaald onder punt a') ».

Art. 23. Artikel 11, § 3, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt : « De Klassenraad bepaalt soeverein de lijst van de proeven van de tweede zitting. ».

Art. 24. In artikel 12, § 1, van hetzelfde besluit wordt het woord « gezondheid » vervangen door de woorden « secundair onderwijs ».

Art. 25. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « De Ministers bevoegd voor gezondheid en secundair onderwijs » vervangen door de woorden « De Minister van Secundair onderwijs is belast ».

Art. 26. In hoofdstuk IV, Afdeling 1, van hetzelfde besluit, wordt het woord « voorexamen » telkens vervangen door het woord « toelatingsexamen ».

Art. 27. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden « de Ministers bevoegd voor het Secundair Onderwijs en de Gezondheid, elk wat hem betreft » vervangen door de woorden « de Minister bevoegd voor Secundair onderwijs ».

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 maart 1995 houdende vaststelling van het programma van het klinisch onderwijs ter verkrijging van het brevet van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster en van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster - oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie

Art. 28. Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 maart 1995 houdende vaststelling van het programma van het klinisch onderwijs ter verkrijging van het brevet van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster en van ziekenhuisverpleger of ziekenhuisverpleegster - oriëntatie geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt vervangen als volgt :

« Overeenkomstig de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, wordt verstaan onder klinisch onderwijs : het deel van de opleiding in de verpleegkunde waar de leerling-verpleger in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis en bekwaamheid de vereiste algemene verpleegkundige en verloskundige verzorging leert plannen, verstrekken en beoordelen. De leerling-verpleger leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie

van de algemene verpleegkundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen de instelling voor gezondheidszorg of in de gemeenschap. ».

Art. 29. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt : « Het klinisch onderwijs wordt verstrekt zowel inde ziekenhuis- als in buiten ziekenhuisdiensten in België of in een ander land dan België die de klinische, sociale en pedagogische middelen bieden die nodig zijn voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de leerlingen onder de leiding van de leerkrachten verplegers/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van onderwijsinrichting. Andere geschoolde personeelsleden kunnen in het onderwijsproces geïntegreerd worden.

2° § 3 wordt afgeschaft.

Art. 30. In artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Secundair onderwijs ».

Art. 31. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « die ter visering aan de inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid moet voorgelegd worden, na afloop van het schooljaar ter verkrijging van een van de in dit besluit bedoelde brevetten » afgeschaft.

Art. 32. In artikel 8, 4°, van hetzelfde besluit wordt de tweede zin opgeheven.

Art. 33. In artikel 9, 6°, van hetzelfde besluit wordt de tweede zin opgeheven.

Art. 34. In artikel 10, 6°, van hetzelfde besluit wordt de tweede zin opgeheven.

Art. 35. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Secundair onderwijs ».

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 tot bepaling van de voorwaarden voor de geldigheid en de spreiding van de stages voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van "kinderverzorger/kinderverzorgster »

Art. 36. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 tot bepaling van de voorwaarden voor de geldigheid en de spreiding van de stages voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van "kinderverzorger/kinderverzorgster, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 2° worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Secundair onderwijs »;

2° punt 3° wordt afgeschaft.

Art. 37. In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « na het akkoord van de Algemene Directie voor Gezondheid te hebben bekomen » afgeschaft.

Art. 38. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden « en wordt voor visum aan de Algemene Directie voor Gezondheid doorgezonden samen met de notulen van de beraadslagingen over het laatste studiejaar » afgeschaft.

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster

Art. 39. In artikel 4, § 2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 september 2001 houdende bijzondere regeling voor de gegroepeerde basisopties "kinderverzorging" en "aspirant(e) nursing" van de derde kwalificatiegraad van het secundair onderwijs alsook voor het 7e jaar secundair beroepsonderwijs dat leidt tot het behalen van een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger/kinderverzorgster, worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Secundair onderwijs ».

Art. 40. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « De Ministers tot wier bevoegdheid het secundair onderwijs en de Gezondheid behoren of hun gemachtigden ondertekenen » vervangen door de woorden « De Minister bevoegd voor Secundair onderwijs of zijn afgevaardigden, ondertekent ».

Art. 41. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 42. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden « De Ministers tot wier bevoegdheden de Gezondheid en het Secundair Onderwijs behoren, zijn belast » vervangen door de woorden « De Minister bevoegd voor Secundair onderwijs is belast ».

TITEL II. — Bepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden voor het klinisch onderwijs voor het behalen van het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie

Art. 43. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden voor het klinisch onderwijs voor het behalen van het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie, wordt punt 5° vervangen als volgt : « 5° klinisch onderwijs : het deel van de opleiding waar, overeenkomstig de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, de leerling-verpleger in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis en bekwaamheid de vereiste algemene verpleegkundige verzorging leert plannen, verstrekken en beoordelen. De leerling-verpleger leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie van de algemene verpleegkundige en verloskundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen de instelling voor gezondheidszorg of in de gemeenschap. » In dit hele besluit zijn « klinisch onderwijs » en « stages » synoniem; ».

Art. 44. In artikel 2 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt : « Het klinisch onderwijs wordt zowel verstrekt in de ziekenhuis- als in buiten ziekenhuisdiensten in België of in een ander land dan België die de klinische, sociale en pedagogische middelen bieden die nodig zijn voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de studenten onder de leiding van leerkrachten verplegers/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van de inrichting voor onderwijs voor sociale promotie. Andere geschoolde personeelsleden kunnen in het onderwijsproces geïntegreerd worden. »;

2° het derde lid wordt afgeschaft.

Art. 45. In artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2008, worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 46. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « die ter visering aan de Inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid wordt voorgelegd op het einde van de geïntegreerde proef van de afdeling die leidt tot het behalen van in dit besluit bedoeld diploma » afgeschaft.

Art. 47. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Onderwijs voor sociale promotie ».

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie wordt toegekend

Art. 48. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van gegradueerd verpleger (verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie wordt toegekend, zoals gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2008, wordt punt 5° vervangen als volgt : « 5° stage, ook « klinisch onderwijs » genoemd in de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties : het deel van de opleiding waar de leerling-verpleger in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis en bekwaamheid de vereiste algemene verpleegkundige en verloskundige verzorging leert plannen, verstrekken en beoordelen. De leerling-verpleger leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie van de algemene verpleegkundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen de instelling voor gezondheidszorg of in de gemeenschap; ».

Art. 49. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie en gezondheid behoren of van hun gemachtigden, » vervangen door de woorden « De Minister bevoegd voor het Onderwijs voor sociale promotie of zijn afgevaardigden, ».

Art. 50. Het derde lid van artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 51. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 52. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden « en de Minister tot wiens bevoegdheid gezondheid behoort, worden belast » vervangen door de woorden « is belast ».

Art. 53. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 54. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden « De Minister tot wiens bevoegdheid gezondheid behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, worden, ieder wat hem betreft, belast, » vervangen door de woorden « De Minister van Onderwijs voor sociale promotie is belast »; ».

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van het programma van het klinisch onderwijs voor het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie

Art. 55. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 september 1997 tot vaststelling van het programma van het klinisch onderwijs voor het behalen van het brevet van ziekenhuisverpleger (-verpleegster) in het onderwijs voor sociale promotie, wordt punt 5° vervangen als volgt : « 5° Klinisch onderwijs : het deel van de opleiding waar, overeenkomstig de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, de leerling-verpleger in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis en bekwaamheid de vereiste algemene verpleegkundige en verloskundige verzorging leert plannen, verstrekken en beoordelen. De leerling-verpleger leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie van de algemene verpleegkundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen de instelling voor gezondheidszorg of in de gemeenschap. In dit hele besluit zijn « klinisch onderwijs » en « stages » synoniem ».

Art. 56. In artikel 2 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt : « Het klinisch onderwijs wordt zowel verstrekt in de ziekenhuis- als in buiten ziekenhuisdiensten in België of in een ander land dan België die de klinische, sociale en pedagogische middelen bieden die nodig zijn voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de studenten onder de leiding van leerkrachten verplegers/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van de inrichting voor onderwijs voor sociale promotie. Andere geschoolde personeelsleden kunnen in het onderwijsproces geïntegreerd worden. »;

2° het derde lid wordt afgeschaft.

Art. 57. In artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2008, worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 58. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden « die ter visering aan de Inspectie van de Algemene Directie voor Gezondheid wordt voorgelegd op het einde van de geïntegreerde proef van de afdeling die leidt tot het behalen van in dit besluit bedoeld brevet » afgeschaft.

Art. 59. In artikel 8, 4°, van hetzelfde besluit wordt de tweede zin opgeheven.

Art. 60. In artikel 9, 6°, van hetzelfde besluit wordt de tweede zin opgeheven.

Art. 61. In artikel 10, 6°, van hetzelfde besluit wordt de tweede zin opgeheven.

Art. 62. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Onderwijs voor sociale promotie ».

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2005 tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs voor het bekomen van de academische graad van bachelor in de verpleegzorgen in het onderwijs voor sociale promotie voor de studenten van de afdeling Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van het brevet van ziekenhuisverpleegkundige

Art. 63. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2005 tot vaststelling van het programma en de geldigheidsvoorwaarden van het klinisch onderwijs voor het bekomen van de academische graad van bachelor in de verpleegzorgen in het onderwijs voor sociale promotie voor de studenten van de afdeling Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van het brevet van ziekenhuisverpleegkundige, wordt punt 5° vervangen als volgt: « 5° Klinisch onderwijs: het deel van de opleiding waar, overeenkomstig de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, de leerling-verpleger in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis en bekwaamheid de vereiste algemene verpleegkundige en verloskundige verzorging leert plannen, verstrekken en beoordelen. De leerling-verpleger leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie van de algemene verpleegkundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen de instelling voor gezondheidszorg of in de gemeenschap. In dit hele besluit zijn « klinisch onderwijs » en « stages » synoniem ».

Art. 64. In artikel 2 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt vervangen als volgt : « Het klinisch onderwijs wordt zowel verstrekt in de ziekenhuis- als in buiten ziekenhuisdiensten in België of in een ander land dan België die de klinische, sociale en pedagogische middelen bieden die nodig zijn voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de studenten onder de leiding van leerkrachten verplegers/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van de inrichting voor onderwijs voor sociale promotie. Andere geschoolde personeelsleden kunnen in het onderwijsproces geïntegreerd worden. »;

2° het derde lid wordt afgeschaft.

Art. 65. In artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2008, worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Onderwijs voor sociale promotie ».

Art. 66. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « die op het einde van de geïntegreerde proef van de afdeling die leidt tot het bekomen van de graad bedoeld in dit besluit een visum moet krijgen van de Inspectie van de Algemene Directie Gezondheid » afgeschaft.

Art. 67. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden « De Minister tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort en de Minister tot wier bevoegdheid de Gezondheid behoort, worden belast » vervangen door de woorden « De Minister bevoegd voor het Onderwijs voor sociale promotie is belast ».

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2005 tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning van de academische graad van Bachelor in de verpleegzorgen in het onderwijs voor sociale promotie voor de studenten van de afdeling Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige

Art. 68. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 december 2005 tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning van de academische graad van Bachelor in de verpleegzorgen in het onderwijs voor sociale promotie voor de studenten van de afdeling Bachelor in de verpleegzorgen voor de houders van een brevet van ziekenhuisverpleegkundige, wordt punt 5° vervangen als volgt : « 5° stage, ook « klinisch onderwijs » genoemd in de Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties : het deel van de opleiding waar de leerling-verpleger in teamverband en in rechtstreeks contact met een gezonde persoon of patiënt en/of een gemeenschap op grond van verworven kennis en bekwaamheid de vereiste algemene verpleegkundige en verloskundige verzorging leert plannen, verstrekken en beoordelen. De leerling-verpleger leert niet alleen in teamverband werken, maar ook als teamleider op te treden en zich bezig te houden met de organisatie van de algemene verpleegkundige verzorging, waaronder de gezondheidseducatie voor individuele personen en kleine groepen binnen de instelling voor gezondheidszorg of in de gemeenschap; ».

Art. 69. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « en de Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort of van hun afgevaardigden, » vervangen door de woorden « tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort of van zijn afgevaardigden ».

Art. 70. Het derde lid van artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 71. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 72. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden « en de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, worden belast » vervangen door de woorden « is belast ».

Art. 73. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden « de Gezondheid » vervangen door de woorden « het Onderwijs voor Sociale Promotie ».

Art. 74. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden « De Minister-Presidente, tot wier bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, en de Minister tot wier bevoegdheid de Gezondheid behoort, worden belast » vervangen door de woorden « De Minister bevoegd voor het Onderwijs voor sociale promotie is belast ».

TITEL III. — Bepalingen betreffende de gelijkwaardigheden

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften*

Art. 75. Het tweede lid van artikel 4 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, wordt afgeschaft.

TITEL IV. — Opheffing en inwerkingtreding

Art. 76. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2011 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 maart 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van ziekenhuisverpleger(verpleegster) en dat van ziekenhuisverpleger(verpleegster), richting geestelijke gezondheid en psychiatrie, wordt toegekend, wordt opgeheven.

Art. 77. Behoudens artikel 15 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2010, de artikelen 4, 5, 7 en 8 die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2011, en artikel 75 waarvan de inwerkingtreding door de Regering zal vastgesteld worden, heeft dit decreet uitwerking met ingang van 1 september 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

Zitting 2012-2013

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 520-1. — Verslag nr. 520-2. — *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 17 juli 2013.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29484]

17 JUILLET 2013. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, le 6^o est complété par ce qui suit :

« Pour ce qui concerne les aides visées à la section II du chapitre II du titre VI, est assimilée à un long métrage, l'œuvre audiovisuelle destinée aux enfants de moins de dix ans dont la destination est en priorité la diffusion dans le circuit des salles de cinéma et dont la durée est de minimum trente minutes ».

Art. 2. Le 1^{er} alinéa de l'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel constitue un Service administratif à Comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5^o du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française. »

Art. 3. A l'alinéa 2 de l'article 8 du même décret, le quatrième tiret est complété par ce qui suit :

« et dont les prises de vues sont terminées ».

Art. 4. Dans l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « dans le cadre soit » sont remplacés par les mots « conformément aux règles » et le second « soit » est remplacé par « ou »;

2^o à l'alinéa 2, le premier « soit » est supprimé et le second « soit » est remplacé par « ou »;

Art. 5. Dans le chapitre Ier du Titre IV du même décret, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. L'aide est octroyée à la personne physique ou morale qui en fait la demande.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire de l'aide peut, après avis de la Commission de Sélection des Films et moyennant l'accord préalable du Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions, céder la totalité ou une partie du montant de l'aide octroyée à une autre personne physique ou morale qui répond aux conditions requises pour pouvoir déposer une demande d'aide. »